

PÔLE ATTRACTIVITÉ TERRITORIALE

Direction du développement culturel
des territoires

Service de la Médiathèque départementale
de l'Orne

10, avenue de Basingstoke
CS 30528 - 61017 ALENÇON Cedex

☎ 02 33 29 15 06

@ mdo@orne.fr

CONVENTION D'OBJECTIFS DE LECTURE PUBLIQUE

Entre

1) Le département de l'Orne,

Représenté par Monsieur Christophe de BALORRE, Président du Conseil départemental de l'Orne,
agissant au nom et pour le compte du Département de l'Orne en exécution d'une délibération du
Conseil départemental en date du 03 mars 2017,

Ci-après désigné par les termes « **Le Département** »

D'une part,

Et

2) La Communauté de communes Terres d'Argentan,

Représentée par Monsieur Frédéric LEVEILLE, agissant au nom et pour le compte de la Communauté
de communes Terres d'Argentan en exécution d'une délibération du Conseil communautaire en date
du 15 juillet 2020,

Ci-après désignée par « **La Communauté de communes** »

D'autre part,

VU l'article L1421-4, L 1614-10 et suivants du code général des collectivités territoriales,

VU l'article L310-1 du code du patrimoine relatif aux missions des bibliothèques,

VU la loi Robert 2021-1717 du 21 décembre 2021 relative aux bibliothèques et au développement de
la lecture publique,

VU le Schéma Départemental de Lecture Publique du département de l'Orne,

VU l'agenda 2030 de l'ONU positionnant les bibliothèques comme actrices des 30 objectifs de
développement durable,

PRÉAMBULE

Le Département de l'Orne, acteur du développement territorial, est engagé dans une politique volontariste de développement de la lecture publique.

Il accompagne les collectivités pour que leurs médiathèques puissent proposer un service public culturel de proximité et des services adaptés répondant aux besoins de la population.

Conformément aux missions qui lui sont confiées, la Médiathèque départementale de l'Orne (MDO) :

- Développe, soutient et conforte le maillage territorial pour que chaque ornaise ait accès à la culture, l'information et aux loisirs
- Accompagne les mutations dans les pratiques culturelles, pour s'adapter aux réalités territoriales et innover
- Encourage le travail intercommunal entre les médiathèques et la mutualisation des ressources
- Conseille les médiathèques pour le développement d'espaces de citoyenneté et d'échanges disposant d'une offre documentaire riche et diversifiée
- Confirme le rôle social, culturel et éducatif des établissements de lecture publique
- Est garante de l'égal accès du citoyen dans les médiathèques

ARTICLE 1 OBJET DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS

La convention pluriannuelle d'objectifs a pour objet de définir les modalités de partenariat entre le Conseil départemental de l'Orne et la communauté de communes de Terres d'Argentan pour le développement du service de la lecture publique porté par son réseau de médiathèques.

Elle définit les conditions d'accompagnement par la Médiathèque Départementale (expertise, offre documentaire, formation, animations culturelles et aides financières) et les objectifs d'évolution des médiathèques définis conjointement.

ARTICLE 2 ENGAGEMENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'ORNE

Le Département de l'Orne, par le biais de la MDO, s'engage à favoriser la création et la restructuration de médiathèques permettant le développement d'un maillage territorial équilibré.

Les conseils en ingénierie, le prêt de ressources documentaires, la formation et l'offre d'animation culturelle sont gratuits.

Article 2.1 Ingénierie territoriale

La MDO propose un accompagnement personnalisé en apportant son expertise sur les sujets suivants :

- Création et fonctionnement de médiathèques, ressources humaines, aménagement intérieur, informatisation, collections, animation culturelle
- Diagnostics de territoire, PCSES
- Analyse technique et montage des dossiers de financement
- Construction de réseaux de lecture publique

Article 2.2 Formation

La MDO propose plusieurs solutions de formations pour l'ensemble de l'équipe animant la médiathèque de la collectivité :

- Une formation de base pour les salariés et bénévoles débutants
- Une offre de formation continue présentée dans le programme de formations renouvelée chaque année
- Des formations personnalisées et des conseils techniques tenant compte de besoins ciblés
- La mise à disposition de ressources documentaires professionnelles

Article 2.3 Offre documentaire

L'offre documentaire comprend :

- L'accès à des documents physiques et numériques selon les critères établis par la politique documentaire de la MDO
- Le renouvellement des collections prêtées par la MDO au maximum 2 fois par an (choix des documents à la MDO)
- Le transport des documents choisis dans les locaux de la MDO vers les médiathèques
- Le service de réservation de documents et de navette
- L'accès au site internet de la MDO

Article 2.4 Offre d'animation culturelle

L'offre d'animation culturelle consiste à :

- Proposer un accompagnement à la création de projets ou à la diffusion (appels à participation, spectacles clés en main, projets de terrain, résidences d'artistes)
- Prêter des outils et du matériel d'animation
- Valoriser l'action des médiathèques par le biais d'un relais de communication sur le site internet de la MDO et/ou les réseaux sociaux

Article 2.5 Aides financières

Le Département s'engage à soutenir dans le cadre de sa politique d'aides financières, les projets :

- D'investissement (travaux, équipement mobilier, signalétique du bâtiment, informatique)
- De structuration (création d'un emploi, formation dispensée par l'Association des Bibliothèques de France, actions culturelles)
- D'acquisition d'un véhicule pour les médiathèques constituées en réseau

ARTICLE 3 ENGAGEMENT DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Article 3.1 Locaux

- Fournir des locaux publics réservés à l'usage de la médiathèque, accessibles à tous, bien signalés, suffisamment vastes, régulièrement rafraîchis
- Surface conforme aux recommandations (cf. annexe)
- Inscrire les crédits nécessaires à la gestion et au fonctionnement de ces services (assurances des biens et des personnes, chauffage, électricité, fournitures diverses, téléphone, accès réseau internet.)

Locaux			
Nom du ou des sites	Situation actuelle	Objectif à atteindre	Echéance
Site Ecouché	Surface aux normes, mais aménagement à repenser (fonctions de séjour des usagers, espaces de travail mal situés, optimisation de l'organisation des collections)	Réhabilitation de la médiathèque : mobilier, signalétique, augmentation de la surface, ambiance générale et décoration à améliorer	2029
Site Argentan	Pas d'outil fiable pour la mesure de la fréquentation	Système de comptage de la fréquentation à acquérir	Dès que possible
Tous les sites		Installation de boîtes retours	2029

Ces locaux sont aménagés pour le rangement (mobilier adapté), la conservation, la consultation sur place et le prêt de documents ainsi que l'action culturelle et sont conformes à la réglementation relative à l'accueil du public.

En cas de localisation à l'étage ou en sous-sol, la médiathèque doit être équipée d'un ascenseur ou de tout autre dispositif permettant l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite conformément à la loi de 2005 sur l'accessibilité.

Article 3.2 Personnel

- La collectivité confie la gestion et l'animation de la médiathèque à une équipe de salariés et/ou de bénévoles composée d'au moins 17 ETPT (annexes Typologies)
- L'équipe est encadrée par un responsable de la filière culturelle
- La collectivité désigne un responsable de la médiathèque, interlocuteur privilégié de la MDO : **CAUCHON Catherine**
- La collectivité formalise les engagements réciproques entre les bénévoles et la collectivité par la signature d'une convention de bénévolat jointe en annexe.
- La collectivité prend en charge l'ensemble des frais de déplacement (trajets, repas, nuitées) liés au partenariat avec le Conseil départemental (MDO) pour les salariés et les bénévoles (formation, échanges, journées professionnelles.)

Personnel			
	Situation actuelle	Objectif à atteindre	Echéance
Nombre d'agents et qualifications		Aucun dans le cadre de cette convention sur la période concernée.	

Article 3.3 Gratuité

- L'accès à la médiathèque et la consultation de ses ressources documentaires sont gratuits, quels que soient l'origine géographique, l'âge ou la catégorie socio-professionnelle de l'utilisateur.
- Les spectacles ou animations culturelles portés par la MDO sont accessibles gratuitement
- La gratuité de l'adhésion est fortement conseillée, pour permettre l'accès au plus grand nombre

Gratuité			
	Situation actuelle	Objectif à atteindre	Echéance
	Inscription payante pour les adultes	Gratuité totale	2029

Article 3.4 Formation

- Le responsable de la médiathèque et une autre personne au moins ont suivi au minimum le cycle de formation de base dispensé par la MDO
- L'équipe dispose en permanence de 2 agents ayant suivi au minimum la formation de base ou un module d'actualisation depuis moins de 5 ans
- Au moins un agent de l'équipe s'inscrit annuellement à une formation du programme annuel de la MDO pour s'adapter aux évolutions des pratiques culturelles et professionnelles (annexe Référentiel National des Compétences)

Formation			
	Situation actuelle	Objectif à atteindre	Echéance
		Plan de formation personnalisé à venir	

Article 3.5 Ressources documentaires

La médiathèque doit proposer une offre de qualité riche et diversifiée.
Les ressources documentaires permettent aux médiathèques d'assurer leurs missions d'égalité d'accès à la culture, à l'information, à l'éducation, aux loisirs...
Les ressources documentaires font l'objet d'un budget annuel dédié pour leur renouvellement et leur actualisation.

Ressources documentaires			
	Situation actuelle	Objectif à atteindre	Echéance
		<i>Aucun dans le cadre de cette convention sur la période concernée.</i>	

Article 3.6 Partenariats

La médiathèque construit des projets avec les partenaires locaux au sens large (acteurs de la vie locale) afin d'enrichir son offre et de dynamiser sa fréquentation. Ces partenariats font l'objet d'un temps de travail dédié. La médiathèque justifie au minimum d'un partenariat pendant la durée de la convention.

Partenariats			
	Situation actuelle	Objectif à atteindre	Echéance
		<i>Aucun dans le cadre de cette convention sur la période concernée.</i>	

Article 3.7 Action culturelle

Afin de favoriser l'accès de tous les publics à la culture et à l'information, la médiathèque propose au minimum une fois par an une action, animation ou manifestation, sur place ou hors les murs. L'action culturelle fait l'objet d'un budget annuel dédié.

Action culturelle			
	Situation actuelle	Objectif à atteindre	Echéance
		<i>Aucun dans le cadre de cette convention sur la période concernée.</i>	

Article 3.8 Horaires d'ouverture

La médiathèque propose des horaires d'ouverture suffisants, adaptés à tous les publics et aux modes de vie (annexes) et prévoit des plages horaires dédiées aux publics spécifiques.

Horaires d'ouverture aux publics			
	Situation actuelle	Objectif à atteindre	Echéance
		<i>Aucun dans le cadre de cette convention sur la période concernée.</i>	

Article 3.9 Les services numériques

La médiathèque propose aux usagers :

- Un accès internet et/ou wifi dans ses locaux
- Au moins un poste informatique en accès libre
- L'accès à une imprimante scanner
- Des actions de médiation numérique

Services numériques aux usagers			
	Situation actuelle	Objectif à atteindre	Echéance
		<i>Aucun dans le cadre de cette convention sur la période concernée.</i>	

Article 3.10 Moyens de fonctionnement

Dès la signature de la convention, la collectivité :

- Crée une ligne budgétaire pour l'acquisition des ressources documentaires et une ligne budgétaire dédiée à l'action culturelle (animation et outils d'animation)
- Equipe la médiathèque :
 - d'un Système Intégré de Gestion de Bibliothèque (SIGB) normalisé, compatible avec celui de la MDO et faisant l'objet d'une maintenance et de mises à jour
 - d'un catalogue consultable en ligne (OPAC) et de cartes de lecteur nominatives
- Accorde suffisamment de temps de travail interne (en dehors des heures d'accueil des publics) :
 - pour le circuit des documents, la gestion administrative, le montage de projets, la préparation des animations...
 - pour le renouvellement des documents de la MDO, planifié en concertation avec la MDO
- Accorde aux agents la possibilité d'assister aux formations et aux échanges professionnels
- Accorde à la MDO, lorsque c'est techniquement possible, un accès aux données statistiques du SIGB de la médiathèque

Moyens de fonctionnement			
	Situation actuelle	Objectif à atteindre	Echéance
		<i>Aucun dans le cadre de cette convention sur la période concernée.</i>	

Article 3.11 Rapport SCRIB

Chaque année, la médiathèque renseigne, dans les délais, le rapport d'activité SCRIB de la médiathèque et/ou du réseau intercommunal de lecture publique, demandé par le Ministère de la Culture dont le Conseil départemental (MDO) est valideur.

Rapport SCRIB			
	Situation actuelle	Objectif à atteindre	Echéance
	Rapport incomplet	Mesure de la fréquentation Détail des ETP salariés et bénévoles par site	2026

Article 3.12 Développement durable

La médiathèque inscrit dans ses pratiques des actions en lien avec les enjeux de développement durable (non-couverture des documents, dons de documents à des entreprises de l'économie solidaire, mise en place d'une grainothèque, formation des agents à la transition écologique en médiathèque...)

Développement durable			
	Situation actuelle	Objectif à atteindre	Echéance
		<i>Aucun dans le cadre de cette convention sur la période concernée.</i>	

Article 4 DURÉE DE VALIDITÉ

La présente convention prend effet à sa date de signature pour une durée de 5 ans.

Elle est renouvelable à l'issue de cette période, après évaluation des objectifs avec les représentants de la commune ou de la communauté de communes.

Article 5 ACCOMPAGNEMENT

La réalisation des objectifs fait l'objet d'un suivi et d'un point d'étape à mi-parcours.

Article 6 RÉSILIATION

La présente convention est résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnité, en cas de désaccords notables entre les parties.

Elle peut être résiliée d'un commun accord entre les parties, sans que l'une ou l'autre des parties puisse prétendre à indemnité.

En cas de non-respect de l'une des clauses de la présente convention, le Département se réserve le droit de mettre fin unilatéralement et à tout moment, à la présente convention dès lors que dans le mois suivant la réception de la mise en demeure envoyée par le Département par lettre recommandée avec accusé de réception, la commune ou communauté de communes n'a pas pris les mesures appropriées pour y remédier.

Article 7 ÉLECTION DE DOMICILE

La communauté de communes élit domicile
12 route de Sées 61205 ARGENTAN Cedex

Le Département élit domicile à
l'Hôtel du département, 27 boulevard de Strasbourg 61017 ALENCON Cedex.

Fait à Alençon, le
en autant d'originaux que de parties.

POUR LA
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
Le Président

POUR LE DÉPARTEMENT
Le Président du Conseil Départemental